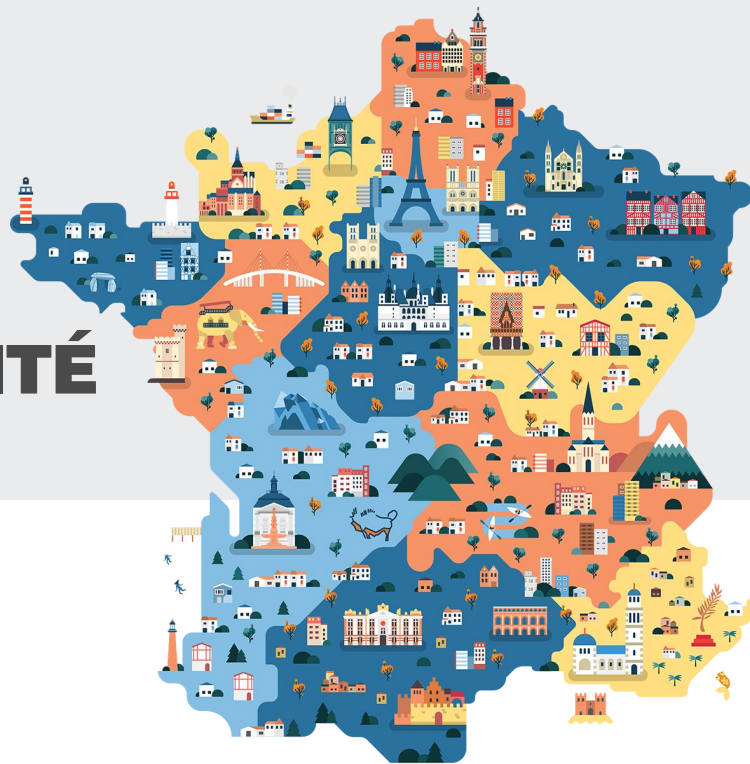


Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



JANVIER 2025

ELABE

SNCF
GROUPE

M INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires

POURQUOI LE **BAROMÈTRE DES TERRITOIRES** ?

Elabe publie la 3ème édition du **Baromètre des Territoires**, en partenariat avec **l'Institut Montaigne et SNCF**. Réalisée auprès de **10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines**, cette étude part du quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires **explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne** : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « **La France en morceaux** » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « **Une France convalescente, une France du proche** » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre **comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique**. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils ?

« *J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus* »

10 000 répondants, 10 000 récits de vie, qui reflètent la diversité de la France

- Hommes et femmes
- De tous les âges
- Cadres, professions intermédiaires, ouvriers, employés, étudiants, retraités, inactifs
- De tous les niveaux de vie
- De tous niveaux de diplôme
- De toutes les sensibilités politiques (y compris abstentionnistes)
- Dans le rural, le péri-urbain et les grandes agglomérations
- Dans toutes les régions de France métropolitaine (hors Corse)
- Dans tous les départements
- Dans toutes les circonscriptions métropolitaines (hors Corse)
- Dans les communes du littoral, de montagne, dans les zones exposées aux risques climatiques
- Dans les déserts médicaux et dans les zones mieux dotées
- Dans les communes connectées au TGV et celles éloignées
- Dans les zones dynamiques, celles en cours de revitalisation et dans la diagonale du vide
- Dans les zones QPV et non-QPV

Interrogés par internet, du 9 octobre au 5 novembre 2024
800 individus interrogés edans les Hauts-de-France



① : 1ère région ② : 2ème région ③ : 3ème région

(+8 vs. moy région) : +8 points par rapport à l'ensemble des habitants de la région

HAUTS DE FRANCE



LE BAROMÈTRE
DES TERRITOIRES



ELABE

SNCF
GROUPE

M INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires



Sommaire

Récit des enseignements régionaux	slides 5 à 27
Spécificités régionales	slides 28 à 29
Synthèse régionale	slides 30 à 37



FRANÇAIS VULNÉRABLES, FRANCE IMPUISSANTE

#BaromètreDesTerritoires



Spectre du déclassement et climat d'insécurité pèsent sur le quotidien dans les Hauts-de-France



53%

exposés et vulnérables au risque de devoir **changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat**



55% employés et ouvriers
53% professions intermédiaires
53% cadres

52%

redoutent d'**avoir du mal à boucler leurs fins de mois**
57% employés et ouvriers
53% professions intermédiaires
46% cadres

33%

ont des **difficultés à régler leurs dépenses contraintes** (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport)

25%

sont **régulièrement à découvert** (le 18 du mois en moyenne)



64%

ont été victimes **d'incivilités**

24%

31% grandes agglos

Les **trafics de drogues perturbent la tranquillité de mon quartier**

46%



48% zones QPV
43% non-QPV

exposés et vulnérables au risque d'**agression physique**

50%

des parents ont peur que leurs **enfants** soient **victimes de harcèlement**

60%

on vit chacun de notre côté

35%

on vit les uns contre les autres

5%

on est un collectif uni

29%

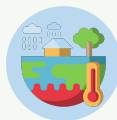
Il y a **trop d'immigrés** là où je vis

26%

Il y a **des communautés** (religieuses, identitaires, idéologiques) qui forment des **groupes très fermés**



Dangers climatiques et insécurité sanitaire fragilisent les projets de vie



48%

exposés et vulnérables aux **conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique**

51% plus modestes 39% plus aisés

31%

L'endroit où je vis est **exposé aux catastrophes naturelles**

40% Pas-de-Calais

36%

Les paysages changent à cause du dérèglement climatique

65%

L'endroit où je vis n'est **pas prêt pour faire face aux conséquences du changement climatique**

76% communes rurales

33%

Le changement climatique **menace l'activité économique de ma région**



46%

craignent de **tomber malade à cause des pollutions**



47% grandes agglos

44% rural

26%

ont le sentiment de **vivre dans un environnement pollué**

37% grandes agglos

15% rural

44%

exposés et vulnérables à des **problèmes de santé mentale** (stress, dépression, anxiété)

56% 18-34 ans



51%

d'avoir des **difficultés à se soigner** par **manque de soignants** (46%) ou pour **raisons financières** (39%)




41%


de **devenir aidant**



Dans une France que l'on aime, mais dont l'identité est perçue comme menacée

 **76%**
sont **attachés**
à **la France**

 **82%**
grand pays
de **culture**

 **77%**
le **plus beau**
pays du monde

 **72%**
sont **attachés**
à **leur région**

 **76%**
Il fait **bon vivre** dans mon quartier,
dans ma commune



77%
estiment **que**
l'identité de la
France est
menacée

 +5 pts
par rapport à la moyenne nationale



90% RN
75% LR
74% ENSEMBLE
50% NFP



Mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissante à maîtriser son destin



La France est
en déclin



(+5 / 2021)

La société est
injuste

51% A perdu sa puissance économique

52% C'est difficile d'entreprendre en France

49% Le modèle social est en panne  **2** ^{+4 pts}
par rapport à la moyenne nationale
60% plus modestes

57% ont le sentiment de **davantage contribuer**
au système qu'ils n'en bénéficient

61% le système éducatif ne fonctionne plus

49% la voix de la France ne compte pas dans le monde

Des élus qui n'ont plus le pouvoir d'agir pour changer la vie des gens



Ils n'ont pas le
pouvoir d'agir...

42%

Le président
de la République



41%

Mon maire

Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées

"J'observe dans ma vie au quotidien que leur autorité et leur parole ne sont pas toujours voire jamais respectées"



84%

Enseignants



82%

Policiers

Qui a encore le pouvoir d'agir ?



51%

Scientifiques



50%

Entreprises

A person is seen from behind, holding a large, light-colored umbrella with a pattern of small red birds. The scene is set in a sun-dappled forest with green leaves visible at the top. A white horizontal bar is overlaid on the image, containing the text 'S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER' and a large number '2'.

S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER

2

#BaromètreDesTerritoires



Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

72%

des habitants des Hauts-de-France
sont **prêts aux changements**

“Je vis bien le changement, à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi” (59%)

+

“Le changement me stimule, j'aime ça, je cherche souvent le changement dans ma vie ou je m'y adapte quand il ne vient pas de moi” (13%)



80% 18-24 ans
76% 25-34 ans
75% 35-49 ans
72% 50-64 ans
62% 65 ans +



72% urbain
68% rural



73% Bac+5
71% Bac ou moins



90% Cadres
76% Professions
intermédiaires
72% Employés et
ouvriers



80% Ensemble
72% NFP
70% RN
63% LR



Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter



50%

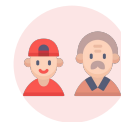
des **plus diplômés**

VS

27%

des **moins diplômés**

savent **diagnostiquer leur impact environnemental**



60%

des **- 35 ans**

VS

37%

des **65 ans +**

récupèrent des paniers anti-gaspi
dans les enseignes alimentaires



66%

des **plus modestes**

VS

54%

des **plus aisés**

sont **freinés par manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)



56%

des **urbains**

VS

35%

des **ruraux**

peuvent **privilégier le train à la voiture** quand ils le souhaitent



“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”



Des renoncements communs



76%

réduisent les dépenses **non essentielles** pour **préserver les achats essentiels**



70% cadres
79% prof. inter
75% employés, ouvriers



80%

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter

83%
89%
77%



61%

réduisent ou **renoncent** à certains **déplacements**

47%
62%
62%



69%

font des économies sur les dépenses du quotidien, pour **continuer de se faire plaisir** (achats, sorties, vacances)

72%
78%
70%

Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité



65%

des plus modestes **restreignent les activités extrascolaires** ou cours de **soutien** de leurs enfants



57%

demandent une **aide financière** à leurs **proches**



35%

ont recours aux **aides alimentaires**



Adaptation climatique : pas un engagement, un besoin de protection

Adapter son mode de vie pour diminuer son impact environnemental...

4 habitants des Hauts-de-France sur 10

convaincus qu'ils ont **plus à gagner qu'à y perdre 33% autant**

22% plus à perdre

26%

Une **évidence, normal**, ça fait désormais partie de ma façon de vivre

55%

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il **faut prendre ce chemin**

10%

Une **galère**, je n'y arrive pas, ce n'est pas pour moi

9%

Ce n'est **pas mon problème**, je ne me sens pas concerné, ne me pose pas la question

78%

estiment **avoir changé ou être en train de changer tout ce qui peut l'être** dans tous les aspects de leur vie (déplacement, logement, alimentation, loisirs)



85% 65 ans +
61% 18-24 ans

81% Cadres
85% Professions intermédiaires
73% Employés et ouvriers

86% Ensemble
85% NFP
84% LR
75% RN



Mais une adaptation empêchée, entravée

Une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi, sans moyens



67% ne savent **pas diagnostiquer leur impact** (habitudes et aspects de sa vie qui émettent le plus de CO2)

1 +6 pts par rapport à la moyenne nationale

62% il est **trop compliqué** de savoir « **ce qu'il faut faire** » (informations contradictoires, complexes, pas claires)

63% il n'y a parfois **aucune solution**

68% freinés par **manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)

Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

Les services publics de **l'eau et l'énergie** pour **consommer moins** ou **émettre moins de GES**



Les villes au **risque de canicule**



Les zones constructibles au **risque de CATNAT**



La **mobilité** (offre de transport en commun, pistes cyclables, ferroviaire, lien entre territoires)



Les élus locaux...

prennent les bonnes décisions

20%

16%

19%

28%

ne font pas grand-chose ou rien du tout

34%

37%

31%

32%

font des erreurs, certaines des décisions augmentent les risques

15%

15%

19%

15%

Je ne sais pas vraiment ce qu'ils font

31%

31%

30%

24%

41% c'est injuste

quand on a envie de tenir compte de son impact sur l'environnement, on devrait pouvoir le faire, on ne devrait pas être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit



44% communes rurales
39% grandes agglos

45% plus modestes
35% plus aisés

23% ça me met en colère

qu'on me demande de changer ma façon de vivre sans me donner les moyens de le faire



25% grandes agglos
21% communes rurales

22% plus modestes
16% plus aisés

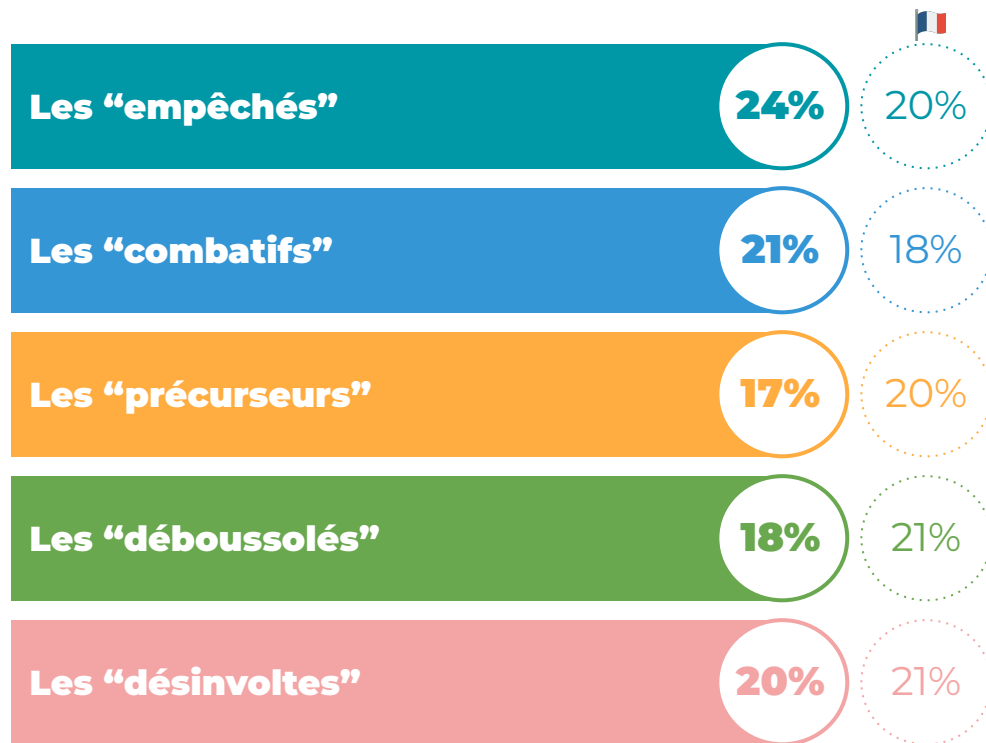


Typologie - 5 trajectoires d'adaptation

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter.

Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation dans les Hauts de France, il en ressort 5 grands schémas.



Les "empêchés"

24%



64% (+12 vs. moy région) sont des Femmes

58% (+16) doivent se restreindre voire emprunter pour boucler leurs fins de mois

Face à l'envolée des prix, changer drastiquement sa consommation pour "éviter la chute"



82% (+47) achètent des quantités réduites depuis le début de l'inflation



68% (+39) attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



82% (+44) renoncent à certains produits trop chers



37% (+18) choisissent la 2^{de} main plutôt que le neuf



42% (+18) récupèrent des paniers anti-gaspi

Adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale

78% (+14) C'est compliqué, ce sont des contraintes mais je suis convaincu qu'il faut que j'adapte mon mode de vie

89% (+8) achètent des produits alimentaires en circuit court
63% (+3) achètent des équipements reconditionnés
92% (+9) réparent leurs équipements au lieu de les jeter
87% (+11) font attention à leur consommation de viande

Mais une adaptation empêchée, entravée

88% (+20) freinés par manque de moyens financiers

76% (+13) absence de solutions alternatives

74% (+12) compliqué de savoir ce qu'il faut faire



51% (+10) c'est injuste



30% (+7) ça me met en colère

Les "combatifs"

21%



43% (+17 vs. moy région) ont
Moins de 35 ans

44% (+10) ont des
Enfants dans le foyer

52% (+5) vivent dans des
Grands centres urbains

63% (+15) sont des
Hommes

54% (+12) n'ont pas voté aux
Législatives 2024

45% (+3) doivent
se restreindre
pour boucler leurs fins de mois

Le "pouvoir de vivre", une préoccupation de tous les instants



91% (+19)
achètent des
quantités réduites



91% (+11)
attendent les bons
plans et les promos
avant d'acheter



83% (+58)
demandent une
aide financière à
leurs proches



82% (+61)
ont recours aux
aides alimentaires



86% (+42)
réduisent ou
suppriment les
activités
extra-scolaires de
leurs enfants

Quelles que soient les motivations, adopter de nouvelles manières de consommer

81% (+56) louent ce qui peut l'être au lieu d'acheter

92% (+32) achètent en 2^{de} main

88% (+35) récupèrent des paniers anti-gaspi

88% (+21) vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus

82% (+28) achètent en ressourcerie/recyclerie



90% (+29)
réduisent ou renoncent
à certains trajets

85% (+35)
choisissent le train plutôt que la
voiture quand cela est possible

Mais une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi

56% (+8)
difficile de savoir par
où commencer

47% (+8)
difficile de comprendre
l'impact réel de ses gestes

50% (+5) sont convaincus qu'ils ont
plus à gagner qu'à y perdre

30% (+8) plus à perdre

20% (-13) autant

Les "précurseurs"

17%



61% (+9 vs. moy région) sont des

Femmes

27% (+4) ont voté pour

Le NFP

aux Législatives 2024

25% (+3) sont

**Cadres ou professions
intermédiaires**

51% (+2) ont entre

35 et 64 ans

**Profil économique un plus aisé
que la moyenne régionale**

63% (+5) n'y sont pas contraints

37% (-5) doivent se restreindre
pour boucler leurs fins de mois

Adapter sa consommation, une démarche de longue date



57% (+20)

achètent des
quantités réduites
*avant le début de
l'inflation*



79% (+28)

attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



69% (+26)

renoncent à certains
produits trop chers



97% (+16)

achètent des
produits en **circuit
court**



89% (+39)

choisissent
la 2^{de} main
plutôt que le neuf

Un mode de vie en accord avec la prise en compte de son empreinte environnementale

67% (+22)

sont convaincus qu'il y a plus à y
gagner qu'à y perdre

69% (+8) réduisent ou renoncent à certains trajets

65% (+15) choisissent le **train** plutôt que la **voiture** quand cela est possible

87% (+11) font attention à leur **consommation de viande**

96% (+13) essaient de **réparer** plutôt que de **jeter**

54% (+21)

déclarent savoir **diagnostiquer**
leur **empreinte environnementale**

Mais une adaptation empêchée, entravée

81% (+13) freinés par **manque de moyens financiers**

72% (+9) absence de **solutions alternatives**



53% (+12)

c'est **injuste**

Les “déboussolés”

18%



64% (+15 vs. moy région) ont

Plus de 50 ans

40% (+9) ont un

Niveau de diplôme inférieur au bac

48% (+3) ont voté pour

Le RN

aux Législatives 2024

Profil économique dans la moyenne régionale

40% doivent se restreindre

60% n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

Le “pouvoir de vivre”, préoccupation de longue date



63% (+26)
achètent des
quantités réduites

avant le début de
l'inflation



70% (+19)
attendent les **bons plans** et
les **promos** avant d'acheter



64% (+21)
renoncent à certains
produits trop chers

Adapter son mode de vie : le chemin convainc mais de nouvelles manières de consommer peu familières

65% (+10)

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut prendre ce chemin

69% (+29) n'achètent pas en 2^{de} main

97% (+22) ne louent pas plutôt que d'acheter

67% (+20) ne récupèrent pas de paniers anti-gaspi

24% (+3) n'achètent pas en ressourcerie/recyclerie

72% (+32) n'achètent pas en reconditionné

Une adaptation sans mode d'emploi et entravée par de nombreux obstacles

79% (+12) peinent à diagnostiquer leur empreinte environnementale

47% (+8) difficile de comprendre l'impact réel de ses gestes

78% (+16) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

63% (+15) difficile de savoir par où commencer

83% (+15) freinés par manque de moyens financiers

45% (+12) sont convaincus qu'ils ont autant à y perdre qu'à y gagner

26% (-19) plus à gagner qu'à y perdre

29% (+7) plus à perdre

Les "désinvoltés"

20%



42% (+20 vs. moy région) ne doivent

**pas se restreindre
et peuvent épargner**

52% (+4) sont des
Hommes

20% (+3) sont des
**Cadres ou anciens cadres
à la retraite**

Une absence d'intérêt à adapter son mode de vie



82% (+54)
n'achètent pas des
quantités réduites



87% (+63)
ne réduisent pas
les dépenses non
essentiels



78% (+38)
ne choisissent pas
la 2^{de} main
plutôt que le neuf



92% (+53)
ne réduisent ou
renoncent pas à
certains trajets



50% (+26)
font peu attention à
leur consommation
de viande

Entre méconnaissance et doute, un changement de comportements frileux

73% (+6)
déclarent ne pas savoir
diagnostiquer
leur empreinte
environnementale

46% (+13) sont convaincus qu'ils ont
autant à perdre qu'à y gagner

35% (-10) plus à gagner

19% (-3) plus à perdre

22% (+12)
n'ont entamé aucune
démarche de
changement dans leur
foyer et ne comptent
pas s'y mettre

Des freins à l'adaptation limités

33% (-35) freinés par manque de moyens financiers

45% (-17) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

43% (-20) absence de solutions alternatives



**UN HORIZON EN GRAND ET À BAS BRUIT :
SOLIDARITÉ ET TRANQUILLITÉ**

3

#BaromètreDesTerritoires



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité



RETRAITES

« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et...

91%

...il y a des solutions pour le maintenir »

56%

51% 18-24 ans 62% 65 ans +

71% NFP 64% ENS
56% LR 54% RN 50% ABS

...il n'y a plus les moyens en France pour le faire »

35%

28% 18-24 ans 31% 65 ans +

24% NFP 28% ENS
36% LR 37% RN 38% ABS

« La solidarité n'est pas souhaitable, chacun doit financer sa propre protection »

9%



SANTÉ

93%

58%

53% plus modestes 62% plus aisés

73% NFP 68% ENS
59% LR 52% RN 57% ABS

35%

40% plus modestes 31% plus aisés

26% NFP 27% ENS
38% LR 40% RN 33% ABS

7%



DÉPENDANCE

91%

53%

53% 18-24 ans 57% 65 ans +

69% NFP 68% ENS
59% LR 52% RN 47% ABS

38%

37% 18-24 ans 36% 65 ans +

29% NFP 28% ENS
33% LR 40% RN 38% ABS

8%



PERTE D'EMPLOI

88%

46%

64% NFP 46% ENS
43% LR 41% RN 45% ABS

42%

27% NFP 42% ENS
54% LR 44% RN 36% ABS

12%



GRANDE PAUVRETÉ

82%

37%

65% NFP 45% ENS
43% LR 22% RN 34% ABS

45%

29% NFP 48% ENS
47% LR 48% RN 44% ABS

17%



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité



CATASTROPHES NATURELLES

« J'ai envie qu'on garde
notre système de solidarité et... »

92%

...il y a **des solutions**
pour le maintenir »

48%

48% communes PPRN 46% non-PPRN

57% NFP 61% ENS
40% LR 43% RN 46% ABS

...il n'y a **plus les moyens en**
France pour le faire »

44%

44% PPRN 45% non-PPRN

36% NFP 37% ENS
57% LR 47% RN 43% ABS

« La **solidarité n'est pas**
souhaitable, chacun doit
financer sa propre protection »

8%



LES TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES FACE AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

91%

46%

46% communes PPRN 45% non-PPRN

60% NFP 58% ENS
53% LR 40% RN 43% ABS

45%

45% PPRN 45% non-PPRN

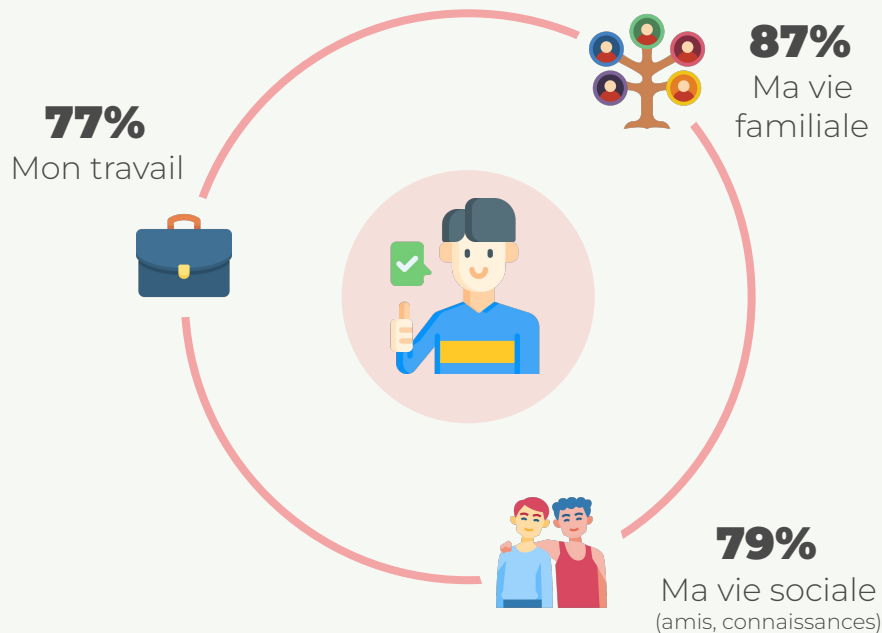
33% NFP 35% ENS
44% LR 51% RN 44% ABS

9%



A la recherche d'un nouvel équilibre

"Ce qui compte pour **être bien dans ma vie...**"



"Ce qui manque le plus pour **bien vivre dans le pays...**"



40%
La sécurité



41%
Le respect



Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

89%

Savoir se **contenter des petits bonheurs** simples du quotidien

11%

Posséder des choses qui se voient, à la mode

87%

Avoir des **amis très proches** sur qui compter

13%

Avoir beaucoup de monde dans mon cercle de connaissances

83%

Etre en **CDI**

17%

Avoir un contrat à durée déterminée ou des missions

85%

Faire simplement le **métier qui me plaît**

15%

Faire une grande carrière, avoir une fonction avec des responsabilités

80%

Avoir une **vie calme, sereine**, en prenant son temps

20%

Vivre à mille l'heure, faire toujours plein de choses, relever des défis

63%

Gagner **moins d'argent et avoir plus de temps libre**

37%

Gagner plus d'argent et avoir moins de temps libre

78%

Dépenser juste le nécessaire, **épargner le plus possible** si j'ai les moyens de mettre de l'argent de côté

22%

Me faire plaisir avant tout, dépenser ce que j'ai sans trop penser au lendemain

75%

Vivre tranquillement en faisant **des projets de moyen et long terme**

25%

Vivre à fond en profitant de chaque seconde





SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

#BaromètreDesTerritoires



Hauts-de-France

#BaromètreDesTerritoires



61% +6 pts

Lorsque **les commerces de proximité ferment**, ils mettent **beaucoup de temps avant de ré-ouvrir** ou ne **ré-ouvrent jamais**



58% +1 pt

C'est un lieu **bien desservi** par les **transports en commun**



57% +8 pts

Là où je vis, il est **difficile** de **trouver un emploi**



75% +21 pts

J'ai **grandi** dans cette région



47% +8 pts

Je suis **pessimiste** pour l'**avenir de ma région**



SYNTHÈSE HAUTS-DE-FRANCE

#BaromètreDesTerritoires



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

Des Français en insécurité(s)...

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et le **début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise**. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire et bientôt économique, et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media et la parole des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés, dont ceux de 6 millions de résidents des Hauts-de-France.

Jamais les habitants des Hauts-de-France n'avaient été confronté à une telle accumulation de chocs et de transitions.

L'accumulation de ces chocs produit un **effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques** comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays. : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses.

Désormais, **l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel :**

- **insécurité économique et sociale** : 57% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 53% des professions intermédiaires et 46% des cadres.
- **insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre** : 46% ont peur d'être victime d'une agression physique (48% en zone QPV, 43% en zone non-QPV) ; le spectre du danger est alimenté par une difficulté à "vivre ensemble" : 60% constatent que l'on vit chacun de notre côté, 35% les uns contre les autres. Dans les Hauts-de-France, une partie des habitants associent ce climat de tensions à une présence qui serait trop importante d'immigrés là où ils vivent (29%), à des communautés qui forment des groupes très fermés (26%) et au trafic de drogues dans leur quartier (24%, notamment dans les grandes agglomérations 31%).
- **insécurité climatique** : 48% redoutent des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique. Cette fois, la fracture persiste entre foyers plus aisés (39%) qui ont des habitats plus adaptés aux fortes chaleurs et les plus modestes (51%) freinés par le coût de l'adaptation. 31% des habitants considèrent que leur lieu de vie est exposé aux catastrophes naturelles. 33% considèrent même que le changement climatique menace l'activité économique de leur région.
- **insécurité sanitaire** : 46% craignent de tomber malade à cause des pollutions (47% dans les grandes agglomérations, 44% dans le rural), 51% redoutent d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (46%) ou pour raisons financières (39%).



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

... dans une France impuissante, colosse aux pieds d'argile

Toutes les générations ont appris et hérités de leurs aînés la fierté de l'**exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, l'ascenseur social, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie traditionnelle mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

En 2025, l'**attachement à la France est et reste massif** (76%). Dans les Hauts-de-France, il **se double d'un attachement fort à la région** (72%). Mais que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

La France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (82%) et un des plus beaux pays du monde (77%).

Pour le reste, les habitants de la région ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés qu'ils regardent avec nostalgie. 63% dépeignent une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 77% décrivent une France injuste (+5 / 2021) :

- Qui a **perdu sa puissance économique** (51%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (52%)
- Qui **ne tient pas sa promesse sociale** : un modèle social en panne (49%, notamment pour les plus modestes 60%), un modèle de redistribution inefficace (57% ont l'impression de plus contribuer au système que d'en bénéficier), un système éducatif qui ne fonctionne plus (61%)
- Qui a **perdu son influence sur la scène internationale** (49%)

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu leur aura :

- Ceux qui « décident » : moins de la moitié des Français estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (42%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (41%).
- Ceux qui « régulent » : souvent opposés dans le débat public, le duo police / justice est pourtant réuni autour d'un enjeu commun, le respect de son autorité. Près de 8 habitants sur 10 considèrent que l'autorité des policiers (82%) et des juges (78%) n'est pas toujours voire jamais respectée.

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurité croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque foyer est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.



S'adapter pour se protéger

Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

Les habitants de la région battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 59% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 13% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 45% et 18% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (55% et 17% des électeurs NFP), d'« électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (67% et 13% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (61% et 9% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

- Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi il est utile de s'adapter : **50% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 27% des moins diplômés.**
- Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : **60% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi contre 37% des plus de 64 ans.**
- Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est un obstacle majeur de l'adaptation : **66% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 54% des plus aisés.**
- Le territoire, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière : **56% des habitants des centres urbains de la région peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 35% des ruraux.**



S'adapter pour se protéger

“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, **tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant.** Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des habitants de la région sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages pour préserver « ce qui compte » :

- 80% attendent les bons plans et promos avant d'acheter (83% cadres, 89% professions intermédiaires, 77% ouvriers:employés)
- 76% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (70%/79%/75%)

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, **les habitants les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie.** Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et au sacrifice :

- restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (65%)
- demander une aide financière à leurs proches (57%)
- avoir recours aux aides alimentaires (35%)

“Protection climatique” : chronique d'une adaptation empêchée

S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est une réaction réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.

- Pour 26% des habitants de la région, tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre est déjà comme une évidence, totalement intégré à leur façon de vivre.
- Pour 55%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 10%, c'est une “galère”, ils n'y arrivent pas
- 9% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.



S'adapter pour se protéger

Mais cette adaptation est souvent empêchée, entravée par manque d'informations, de solutions et de moyens financiers :

- L'adaptation climatique est une **adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action : 67% ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO2
- C'est également une **adaptation sans mode d'emploi** : 62% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires) ; 63% se retrouvent dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution (offre de transport par exemple)
- C'est enfin une **adaptation sans moyens financiers** : alors que plus de 3 habitants sur 4 (72%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférence politiques confondues, 68% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Le procès en impuissance des élus est sévère. **Les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.**

- Seul un habitant sur cinq juge que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger, ainsi que les infrastructures locales, contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (28% sur la mobilité, 20% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 19% sur l'adaptation des zones constructibles par rapport au risque de catastrophe naturelle, 16% sur l'adaptation de leur ville aux canicules)
- 31% à 37% ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir
- 15% à 19% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 24% à 31% ignorent si une politique d'adaptation est menée sur ces domaines

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés, le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ». **La frustration qu'il en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.**

- 41% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une **injustice** d'être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit
- Pour 23%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la **colère**
- Pour 14%, cela amène au **découragement**

Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant : une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (45% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 33% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 22% « plus à y perdre qu'à y gagner »).



Typologie : 5 profils d'adaptation à un monde en polycrise

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter. Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation dans les HAUTS-DE-FRANCE, il en ressort 5 grands schémas :

- Les **“empêchés”** (24%, +4 par rapport à la moyenne nationale)
- Les **“combatifs”** (21%, +3)
- Les **“précurseurs”** (17% -3)
- Les **“déboussolés”** (18%, -3)
- Les **“désinvoltés”** (20%, -1)

Voir en slides 18 à 22 la composition et les spécificités de chacun des groupes.

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a ».

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essaient de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvres sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose rassemble : dans ce monde de crises permanentes, nous avons la même aspiration à la tranquillité.



Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Français font massivement le choix de la **solidarité**. Seuls 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle.

Pour autant, les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée.

- Pour les retraites : 56% sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 35% ont envie de le conserver mais jugent que la France n'en a plus les moyens
- Pour la santé : 58% pensent pouvoir le conserver, 35% ne voient pas les solutions pour y parvenir
- Pour les catastrophes naturelles : 48% pensent pouvoir le conserver, 44% ne voient pas les solutions pour y parvenir

La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

Non, les habitants de la région ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans leur vie, et notamment dans celle des jeunes. **Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre.** On assiste à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 87% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 79% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 77% que le travail tienne une place importante (92% chez les moins de 35 ans actifs, 72% chez le plus de 35 ans actifs)

Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès. **Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif ; la stabilité est essentielle pour tous.** Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants..

- 83% préfèrent la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission), notamment 80% chez les moins de 35 ans
- 87% préfèrent la **fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter** (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde)
- 80% préfèrent la **sérénité d'une vie calme** (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans la gestion de l'immédiat, le besoin de voir plus loin que demain, d'anticiper est manifeste :

- 78% souhaitent **dépenser juste le nécessaire et épargner le plus possible** s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain
- 75% ambitionnent de **vivre tranquillement en faisant des projets de long terme**, plutôt que vivre à fond à chaque instant